

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 27 SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Sarko va être en rage
- 2) La macronique !
- 3) Les idiots à MLP
- 4) Il pense à quoi l'homme politique
- 5) Dans la mouise jusqu'au cou
- 6) Sale caractère de gaulois !
- 7) Hollande va perdre la primaire...
- 8) Et voilà pourquoi...



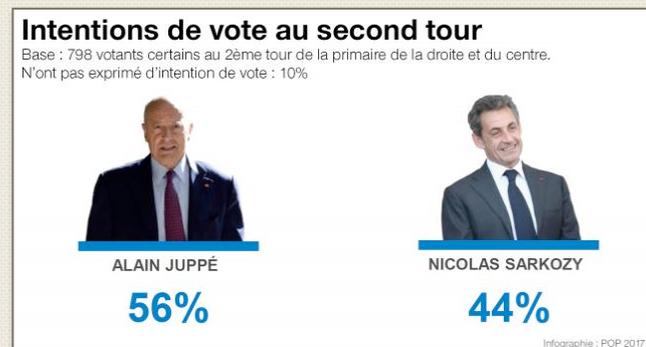
I) Primaire à droite. Sondage : Juppé battrait Sarkozy de 12 points



Alain Juppé emporterait la primaire à droite avec 12 points OF

A deux mois de la primaire ouverte de la droite et du centre, BVA et ses partenaires Orange, la Presse Régionale et Salesforce publient les résultats d'un sondage. Alain Juppé l'emporterait avec 12 points d'avance sur Nicolas Sarkozy.

Alain Juppé remporterait le second tour de la primaire ouverte de la droite et du centre, avec 56 % des suffrages contre 44 % pour Nicolas Sarkozy. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par BVA et ses partenaires Orange, la Presse Régionale et Salesforce.



Au premier tour, Alain Juppé arriverait en tête du premier tour avec 38 % des voix, si elle avait lieu dimanche prochain. Il devancerait Nicolas Sarkozy de 4 points (34 %). Bruno Le Maire et François Fillon seraient au coude à coude, recueillant chacun 11 % des suffrages exprimés. Nathalie Kosciusko-Morizet, est créditée de 4 % des voix. Jean-François Copé (1 %) et Jean-Frédéric Poisson (1 %) ferment la marche.

28 % parmi les Républicains

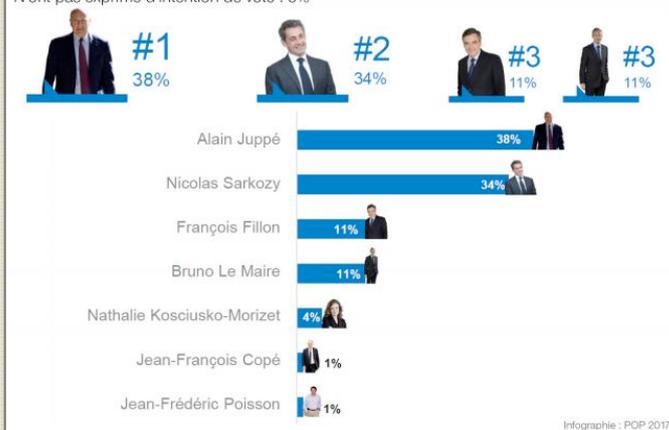
Alain Juppé rassemble 28 % des sympathisants des Républicains mais est surtout porté par l'électorat du Modem (73 %) et de l'UDI (65 %). A contrario, Nicolas Sarkozy rassemble près d'un électeur sur deux chez les Républicains (48 %).

46 % d'électeurs d'autres sensibilités politiques

Rappelons qu'aujourd'hui, le corps électoral déclaré de la primaire est composé à 54 % d'électeurs proches des Républicains et à 46 % d'électeurs d'autres sensibilités politiques. Il est évident que si cette proportion évolue, à la faveur des Républicains, Nicolas Sarkozy pourrait réaliser un score supérieur et se rapprocher d'Alain Juppé pour viser la symbolique première place au 1er tour. Son score pourrait être également renforcé s'il parvenait à mobiliser davantage de sympathisants du FN.

Intentions de vote au premier tour

Base : 774 votants certains à la primaire de la droite et du centre. N'ont pas exprimé d'intention de vote : 6%



Alain Juppé mobilise les 25-34 ans

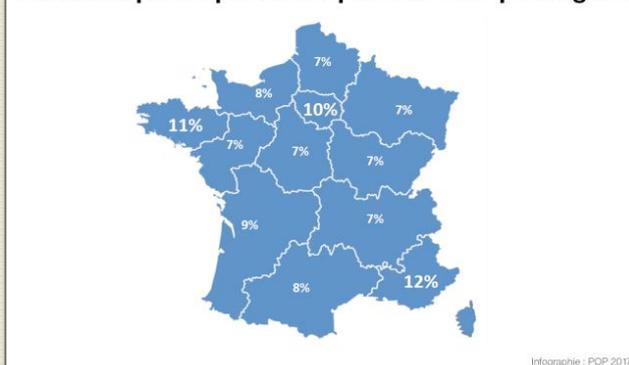
Alain Juppé séduit davantage les hommes (44 %), les 25-34 ans (48 %) et les 65 ans et plus (41 %) qui sont très mobilisés ainsi que les cadres (38 %) et les diplômés (40 % des personnes ayant au moins le bac). Nicolas Sarkozy, pour sa part, attire davantage les CSP- (38 % dont 40 % des ouvriers) et les personnes peu ou pas diplômées (47 % des personnes ayant un niveau d'études inférieur au bac).

Lutte contre le terrorisme, croissance et emploi

La lutte contre le terrorisme, la croissance et l'emploi sont les thèmes prioritaires de la campagne pour les électeurs potentiels. 54 % d'entre eux souhaitent en effet que les candidats de la primaire évoquent en priorité, pendant la campagne, la lutte contre le terrorisme, 39 % la sécurité et la lutte contre la délinquance, 28 % les valeurs de la société française.

Une hiérarchie qui diffère selon les sensibilités politiques. Si la lutte contre le terrorisme est la priorité n° 1 des électeurs potentiels LR (63 %), les électeurs centristes accordent plus d'importance à la croissance et à l'emploi (61 %).

Indice de participation au premier tour par région



II) Macron raille la "fébrilité" de ses détracteurs

Par Agence Reuters

L'ex-ministre de l'Economie Emmanuel Macron, qui a quitté le gouvernement fin août pour se consacrer à son mouvement "En Marche !" dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017, a raillé samedi la "fébrilité" de ses détracteurs.

LYON (Reuters) - L'ex-ministre de l'Economie Emmanuel Macron, qui a quitté le gouvernement fin août pour se consacrer à son mouvement "En Marche !" dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017, a raillé samedi la "fébrilité" de ses détracteurs.

Emmanuel Macron était l'invité vedette d'un colloque des "réformistes européens" organisé à Lyon par le maire de la ville, Gérard Collomb, un de ses soutiens, "Les Gracques", un groupe de réflexion de gauche, et l'Institut Montaigne, avec des "think-tank" britannique, italien et allemand.

Il avait initialement été convié en tant que ministre de l'Economie pour conclure ce colloque sur le thème "Reprendre confiance", ce que sa démission n'a pas remis en cause.

Des invités ont alors renoncé à venir à ce colloque auquel plus de 500 personnes ont participé, dont des représentants du monde syndical, de l'entreprise et de la société civile et des personnalités politiques françaises et étrangères.

Selon une source proche des organisateurs, certains ont invoqué des pressions du sommet de l'Etat ou de la direction du Parti socialiste, comme le Commissaire général à la stratégie et à la prospective, l'économiste Jean Pisani-Ferry.

"Il nous a dit qu'on lui avait fortement conseillé de ne pas venir", a-t-on précisé à Reuters de même source. "Dans la liste des invités, beaucoup ont été appelés."

Des pressions confirmées par Gérard Collomb mais démenties catégoriquement par l'entourage de François Hollande : "C'est faux. Il n'y a eu aucune intervention de l'Elysée", a-t-on dit à Reuters à la présidence de la République.

MACRON RIVAL POTENTIEL DE HOLLANDE

Emmanuel Macron, qui fait figure de rival du chef de l'Etat bien que ni l'un ni l'autre ne soit encore officiellement candidat à la présidentielle, a imputé à des "contraintes d'agenda" l'absence du chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, et du ministre allemand de l'Economie, Sigmar Gabriel.

Il a en revanche laissé entendre qu'il y avait bien eu intervention pour dissuader d'autres invités de venir.

"D'autres responsables, plutôt français, se sont désengagés", a-t-il dit à la presse à son arrivée au Musée des Confluences, où avait lieu le colloque. "Ou bien ils n'avaient pas grand chose à dire. Ou bien, ils sont l'objet de pression et acceptent de subir les pressions."

D'autres ont mis en avant la crainte que leur participation soit perçue comme un soutien à Emmanuel Macron, comme le think tank Terra Nova, proche du PS, ou le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici.

"Y aller, c'était se rallier et j'ai trop de bouteille pour servir de tête de gondole à un candidat dont je ne partage pas les convictions", a déclaré ce dernier au Monde.

Selon son entourage, Emmanuel Macron entend présenter un diagnostic de la France et de l'Europe, fruit de milliers de questionnaires ramenés d'une collecte lancée par "En Marche !" fin mai, lors de trois réunions publiques : le 4 octobre à Strasbourg, le 11 au Mans et le 18 à Montpellier.

Sur la base de ce diagnostic, il présentera à la mi-novembre son "plan de transformation" de la France, précise-t-on de même source. Un livre est également en préparation.

"DEMANDEZ AUX FÉBRILES"

La décision d'"y aller ou pas" ne sera prise qu'à l'issue de cette séquence, entre fin novembre et fin décembre, "quand il aura une bonne vision de l'émergence de son projet, de son mouvement et de l'adhésion que cela suscite dans l'opinion".

"En Marche !" revendique aujourd'hui plus de 80.000 adhérents et les sondages créditent Emmanuel Macron de meilleures intentions de vote que le chef de l'Etat au premier tour de la présidentielle du printemps prochain.

"Les pressions traduisent une fébrilité. Donc demandez aux fébriles. Nous ne le sommes pas", a ironisé l'ex-ministre de l'Economie à son arrivée au colloque de Lyon.

L'ex-protégé de François Hollande a redit à la presse que son intention était de lancer un "large rassemblement des progressistes autour de valeurs (...) et d'un projet commun", ouvert aux hommes et femmes de gauche, socialistes, radicaux et écologistes, mais aussi du centre droit ou de la société civile.

"C'est tout sauf une aventure personnelle", a ajouté Emmanuel Macron, qui a également déclaré ne pas croire aux "regroupements d'appareils" politiques.

"Les plus grands partis sont fatigués et pris dans leurs contradictions, prêts à remplacer le consensus autour des idées par des compromis d'appareils", a-t-il expliqué. "Cela amène à la trahison démocratique, à la frustration de nos concitoyens."

mediapart.fr

III) Les Républicains, les idiots utiles de Marine Le Pen



Marine Le Pen à Fréjus, le 18 septembre 2016. (Claude Paris/AP/SIPA)

Après avoir mis son père au placard et fait rentrer sa nièce dans le rang, la présidente du FN parachève consciencieusement son opération de dédramatisation, avec la complicité irraisonnée d'une grande partie de la droite.



Matthieu Croissandeau

Mais où est donc passée Marine Le Pen ? Qu'est

devenue la candidate obnubilée par la viande halal et les prières de rue qu'elle comparait jadis à l'occupation allemande ? Disparue, envolée ! La présidente du Front national juge désormais l'islam compatible avec la République et met un point d'honneur à ne pas faire d'amalgame avec le fondamentalisme islamiste.

Son discours, ses formules puisent aujourd'hui aux meilleures sources : l'héritage révolutionnaire des sans-culottes pour son nouveau slogan "Au nom du peuple", la "France libre" du général de Gaulle et même – on croit rêver ! – le "non-alignement" du pandit Nehru et des tiers-mondistes...

Cette bouillabaisse idéologique ne traduit pas une soudaine prise de conscience, mais bien une tactique aussi cynique qu'indécente, qu'il va falloir combattre tant qu'il est encore temps.

Roulés dans la Marine

Déjà intronisée par son propre camp, sans adversaire désigné sur le reste de l'échiquier politique, Marine Le Pen trace son chemin vers le second tour de la présidentielle que lui promettent à ce jour toutes les enquêtes d'opinion.

Tandis que les autres candidats à gauche comme à droite radicalisent leurs positions pour s'imposer dans leurs partis respectifs, elle ne poursuit qu'un seul objectif : être en mesure, le moment venu, de rassembler bien au-delà de ses sympathisants.

L'heure n'est donc plus au clivage ni aux propos fracassants. Après avoir mis son père au placard et fait rentrer sa nièce dans le rang, Marine Le Pen parachève consciencieusement son opération de dédramatisation, avec la complicité irraisonnée d'une grande partie de la droite.

Dans le brouhaha de leur primaire, les Républicains – Nicolas Sarkozy en tête – sont en effet devenus les idiots utiles de la stratégie frontiste. Plus ils viennent marcher sur ses terres, plus ils donnent le sentiment de valider les thèses de l'extrême droite.

Mais plus ils braillent, plus ils s'agitent, plus la sourdine bleu marine détonne. Car Marine Le Pen, elle, n'a plus besoin pour exister d'en rajouter dans l'extrémisme. Son seul nom suffit à rappeler, de façon implicite, aux électeurs d'où elle vient et qui elle est. Dans un art consommé du contre-pied, la candidate du Front national peut donc se payer le luxe de prendre à revers ses

rivaux de droite, qui se font rouler dans la Marine comme des débutants.

Piège inexorable

Ils promettent des mesures d'exception ? La voilà aujourd'hui qui se drape en garante de l'Etat de droit. Ils placent l'identité au cœur de la campagne ? Elle délaisse ce terrain glissant pour faire campagne sur la souveraineté, qu'elle juge plus consensuelle. Ils se lancent dans un concours Lépine ultralibéral ? Elle se pose en bouclier des plus démunis et des laissés-pour-compte. Semaine après semaine, le piège se met en place, inexorable.

La gauche aurait bien tort de considérer que ce brouet frontiste coupé à l'eau ne posera des problèmes qu'à la droite. Car après lui avoir confisqué les classes populaires, le FN drague aujourd'hui les classes moyennes et les fonctionnaires, que ce nouveau discours ne laisse pas insensibles.

Il reste un peu plus de six mois aux forces progressistes pour se rassembler et trouver un antidote. Le moins que l'on puisse dire est que ça devient urgent !

Matthieu Croissandeau



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) La politique "low cost"



Gérard Leclerc
Ancien rédacteur en chef politique de France 2 et France 3 et ancien président de LCP

"L'homme politique pense à la prochaine élection, l'homme d'état à la prochaine génération" disait Churchill.

Autant dire que les hommes d'état sont devenus une denrée rare si l'on s'en réfère à la qualité du débat de la pré-campagne présidentielle. Alain Juppé vient de s'inquiéter de sa "nullité", réagissant au fameux "nos ancêtres les Gaulois" et ajoutant "Et si on parlait d'avenir"?

Dans un pays déboussolé, inquiet, l'objectif de nombreux prétendants à la magistrature suprême n'est pas de donner des repères, d'apporter des réponses et d'éclairer l'avenir, mais d'hystériser le débat, de caricaturer l'adversaire ou le concurrent, et de jouer sur les peurs, le regard fixé sur le rétroviseur.

"L'objectif de nombreux prétendants à la magistrature suprême n'est pas de donner des repères et d'éclairer l'avenir, mais d'hystériser le débat. La démagogie est la plaie de la démocratie."

La démagogie est la plaie de la démocratie. Le débat politique a toujours été vif ou cruel: chacun garde en mémoire les saillies de Clemenceau ou de de Gaulle. Et la France n'est pas la seule à céder à la tentation populiste et autoritaire qui prospère de Trump à Poutine, d'Erdogan à Orban.

Mais cette politique low cost gagne du terrain dans notre république, avec un parti d'extrême droite qui a les plus grandes chances de figurer au second tour de la présidentielle et un début de campagne souvent affligeant, où l'on s'écharpe sur le burkini. L'identité, la sécurité ou l'immigration sont des sujets sérieux qui ont toute place dans la controverse politique. A condition de ne pas sombrer dans la surenchère du café du commerce et de ne pas occulter les autres enjeux du pays.

Les thématiques économiques et sociales passent au second plan, avec des propositions sur l'emploi, la fiscalité, le "made in France", qui s'inscrivent le plus souvent dans des problématiques du siècle précédent. L'environnement, la transition énergétique, le numérique, l'économie collaborative ou la médecine du futur sont superbement ignorés, quand ils ne sont pas niés ou caricaturés comme l'a fait Nicolas Sarkozy avec le réchauffement climatique dont l'homme ne serait pas responsable, ou l'état de droit qui ne serait pas "gravé dans le marbre".

L'ancien président, et qui souhaite le redevenir, n'a pas le monopole de l'outrance et de la mauvaise polémique. Une campagne politique chauffe toujours les esprits, ne serait-ce que pour attirer les électeurs les plus remontés, faire le

buzz dans les médias et donner ainsi le sentiment qu'on donne le tempo du débat public. Mais l'extrémisme du discours nuit à la crédibilité, déjà mal en point, du politique. Elle contribue à créer un climat dangereux qui nourrit la stigmatisation de certaines populations, ou la violence qui se répète dans les manifestations ou les attaques de permanences politiques.

"Chauffer une opinion à blanc, et promettre n'importe quoi, c'est préparer les désillusions de demain, et rendre plus difficiles les indispensables réformes qui dans une démocratie passent par le dialogue et le compromis."

Surtout, chauffer une opinion à blanc, et promettre n'importe quoi, c'est préparer les désillusions de demain, et rendre plus difficiles les indispensables réformes qui dans une démocratie passent par le dialogue et le compromis. L'Allemagne l'a compris depuis longtemps, la France pas encore.

huffingtonpost.fr

V) Affaire Bygmalion : les mails qui mouillent les proches de Copé

Xavier Frison

Une série de mails et de SMS récupérés in extremis par les avocats de l'ancien directeur de campagne de Nicolas Sarkozy confirment la très grande proximité entre les copéistes Jérôme Lavrilleux, à l'UMP, et Bastien Millot, cofondateur de Bygmalion. Jean-François Copé, cité dans un SMS sans équivoque, maintient n'avoir jamais rien su du système de fausses factures entre le parti et son prestataire.

Énième rebondissement dans l'affaire Bygmalion. Les défenseurs de Guillaume Lambert, l'ancien directeur de campagne de Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle de 2012, réclament l'annulation de sa mise en examen dans l'affaire des fausses factures impliquant la société



Jean-François Copé jure toujours n'avoir rien vu des 20 millions d'euros de fausses factures lorsqu'il était à la tête de l'UMP. - LILIAN AUFFRET/SIPA

événementielle Bygmalion. La raison ? **Des centaines de mails et de SMS** qui, selon les avocats, leur auraient été dissimulés par le juge d'instruction Serge Tournaire, comme **le révèle le JDD** dans son édition de ce dimanche 25 septembre. Or, **ces échanges électroniques montrent une proximité personnelle et professionnelle entre Bastien Millot, cofondateur de Bygmalion, et Jérôme Lavrilleux, ancien directeur de cabinet de Jean-François Copé, patron de l'UMP à l'époque des faits.** Stockés sur des disques durs, ces échanges sont d'autant plus précieux que Jérôme Lavrilleux a effacé tous ses mails datés de la campagne présidentielle.

Rendez-vous chez maman et dîners avec "JFC"

Même si les documents retrouvés sont pour l'essentiel postérieurs à cette campagne, ils éclairent d'un jour nouveau la complicité **qui unit les deux copéistes, l'un à l'UMP, l'autre chez Bygmalion.** En octobre 2013, Bastien Millot se rend "discreto" au siège de l'UMP par une porte dérobée, avec le véhicule et le chauffeur de Lavrilleux. La même année, il est question de la taille de costume et de souliers de Jérôme Lavrilleux, effets qu'il est invité à venir chercher "chez Byg". Sans oublier ces "docs urgents" que l'un est prié d'aller récupérer chez la mère de l'autre. Logiquement, **les deux acolytes évoquent aussi Jean-François Copé, alias "JFC", avec qui il leur arrive de dîner.**

Une proximité gênante quand on sait l'énergie avec laquelle Jean-François Copé a toujours assuré ne rien savoir des fausses factures entre l'UMP et Bygmalion, tout comme Bastien Millot. **Un message de Lavrilleux à Millot en particulier jette le trouble.** L'écrit date du 10 novembre 2013, soit après la campagne

présidentielle, mais ne laisse guère de doute sur la conscience des difficultés de trésorerie de son parti par le patron de l'UMP de l'époque : "**JFC a deux obsessions : 1. Il me faudrait de bons sondages. 2. Je m'en sors pas question €€**".

Copé n'a rien vu, rien entendu

Sur "ces question d'euros en 2013", "j'imagine qu'il s'agissait des difficultés financières normales liées à l'UMP après une année de défaite électorale", répond Jean-François Copé au JDD. Pour le reste, les 20 millions de fausses factures, "**personne ne m'a rien dit, répète Jean-François Copé**". Dans cette affaire, j'ai été trahi par Jérôme Lavrilleux et d'autres, voilà tout".

Fort de ces éléments nouveaux, les avocats de Guillaume Lambert crient au scandale et déposent une demande de nullité pour leur client devant la chambre d'instruction. Quelle que soit l'issue de cette procédure, les juges d'instruction Serge Tournaire et Renaud Van Ruymbeke ont **la possibilité de renvoyer en correctionnelle les 14 mis en examen du dossier à compter du 5 octobre**. Parmi eux, **un certain Nicolas Sarkozy**.



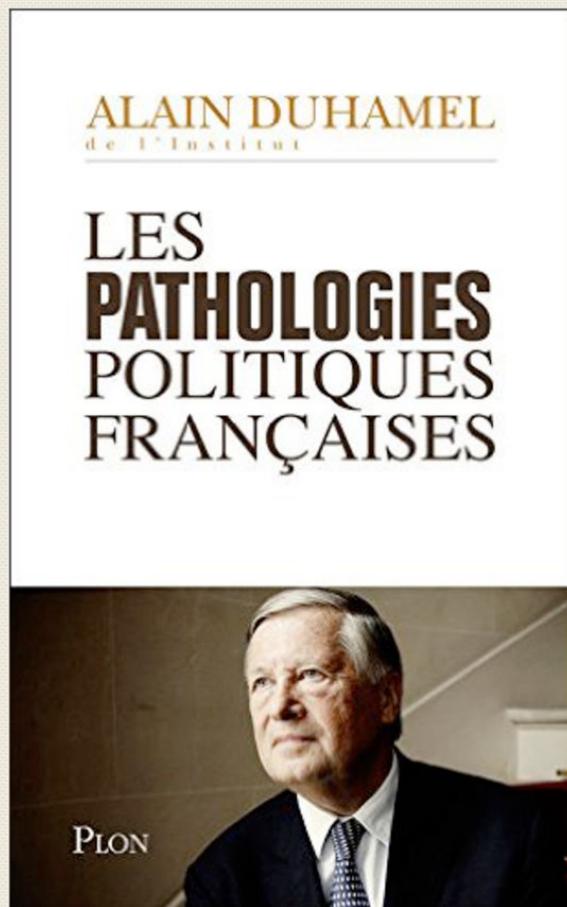
LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Le mauvais caractère politique des Français



Gérard Courtois
Journaliste au Monde

Les secousses du monde actuel touchent tous les pays. Mondialisation, précarisation, immigrations, religions bousculent les sociétés, transforment les économies, métamorphosent les mœurs, ébranlent les certitudes, inquiètent les citoyens. D'où vient, dès lors, que ce grand branle-bas contemporain provoque, en France, un malaise, une inquiétude, des peurs, des ressentiments, bref une crise



*Les Pathologies politiques françaises,
de Alain Duhamel, (Ed.Plon, 232 pages, 19,90 euros).*

D'où vient cette « manière typiquement française d'amplifier la crise actuelle, de la diriger et de la concentrer sur le terrain politique » ? Comment expliquer que la France, bien que n'étant pas « la plus touchée » par ces mutations, se sente néanmoins « la plus blessée » ?

C'est à percer ce « mystère » que s'emploie l'éditorialiste Alain Duhamel dans son dernier ouvrage. L'entreprise est ambitieuse, car la psychologie politique des nations est tout sauf une science exacte. Or, c'est bien sur ce terrain – celui de la singularité du « caractère politique des Français » – qu'il cherche l'explication de cette « pathologie » nationale. Et qu'il en dresse un diagnostic pénétrant, où se rejoignent l'observation sans pareille, depuis quelques décennies, de notre vie politique et une curiosité intacte pour en comprendre les ressorts. L'expérience du médecin de famille et la science du professeur de faculté, en quelque sorte. Avec la plume coruscante qu'on lui connaît.

Le tableau clinique dressé par le docteur Duhamel est rude. Car il ne distingue pas moins de huit syndromes qui s'ajoutent les uns aux autres, s'assemblent et se cumulent jusqu'à produire un pessimisme collectif extravagant. La première de ces maladies est « l'inconstance », enracinée dans l'histoire nationale, accélérée par la Révolution,

endémique depuis. Le résultat est connu : un record de quinze régimes institutionnels en deux siècles et, y compris sous la Ve République pourtant conçue comme un puissant antidote, une valse incessante des gouvernants. Or, cette « instabilité harassante » a pour effet secondaire, mais particulièrement nocif, d'inciter le pouvoir à avancer en crabe et à réformer en douce pour tenter d'échapper à la menace permanente d'une jacquerie de l'opinion.

La tumeur du « nationalisme »

Autre mal, incurable semble-t-il : le « déclinisme », cette « mélancolie nationale » qui mine toutes les strates de la société, atteint tous les courants de pensée. Hormis quelques brèves périodes de rémission, tout est bon, semble-t-il, pour nourrir cet accablant masochisme : des catastrophes militaires, politiques et morales comme la débâcle de 1940, d'inévitables mutations comme la perte de l'empire colonial, une crise économique lancinante qui a fait de l'entrée à reculons dans la société postindustrielle une « sanction », voire une « déchéance ». Le tout mis en scène et dramatisé, depuis des années, par une génération d'essayistes percutants, chroniqueurs-impécateurs et brillants philosophes, de Nicolas Baverez à Alain Finkielkraut en passant par Eric Zemmour, qui laissent comme pétrifié quiconque n'entonne pas, avec eux, « l'impressionnant requiem français ».

Il faut y ajouter la tumeur du « nationalisme, qui n'a jamais été aussi puissant qu'aujourd'hui ». Alain Duhamel connaît les précédents et les rappelle, il n'ignore rien de la vague qui balaye aujourd'hui l'Europe. Mais il le martèle : « La France est le pays européen où le nationalisme progresse le plus, avec l'Autriche et la Grande-Bretagne », à cette différence près qu'elle a été à l'origine de l'aventure européenne qui fut précisément lancée dans l'espoir d'éradiquer le nationalisme.

Ses pages cliniques, lucides et anxieuses sur les « succès électoraux sans précédent » du Front national, devenu la première force politique française, disent bien la profondeur du mal. Lequel progresse d'autant plus aisément que « l'extrémisme », cet autre herpès national, a « toujours été une composante du système politique français » et que Marine Le Pen lui donne aujourd'hui une voix et un visage modernes : « Elle a parfaitement intégré le fait que pour l'emporter, l'extrémisme devait jouer de la peur des Français, sans inspirer lui-même l'inquiétude. »

L'« égalitarisme », cette allergie à la différence, et le « conservatisme », cette allergie au changement, constituent deux autres pathologies nationales, d'ailleurs complémentaires. Depuis l'abolition des privilèges dans la nuit du 4 août 1789, et au prix d'incessants combats, l'égalité est devenue « l'idéologie sociale » dominante, pesant sans cesse sur les politiques sociales, fiscales, éducatives... Pour autant, elle n'est pas devenue une « réalité sociale », tant elle est contrecarrée par le conservatisme, cet intraitable protecteur des statuts, des corps, des indices, des corporations et des avantages acquis supprimés avec éclat il y a deux siècles. La singularité française, enfin, s'étoffe de deux affections supplémentaires : le prurit « intellectualiste » des hommes politiques, qui lui donne la matière de pages savoureuses ; et cette addiction à la « discorde » qui plonge sans cesse le pays dans une sorte de « guérilla franco-française ».

Et les remèdes, docteur ? Alain Duhamel le reconnaît honnêtement à propos du Front national, mais cela vaut pour tous nos maux : « Le diagnostic est plus facile à établir que la thérapeutique. » De fait, chacun peut rêver que l'on retrouve « la fermeté des choix et la stabilité des politiques », une tenace pédagogie du monde réel et de l'avenir, des réformes vigoureuses, des dirigeants courageux, et le rappel que, mine de rien, le malade a une solide constitution et de beaux jours devant lui. En attendant, si l'état de ce dernier n'est pas désespéré, il reste passablement désespérant.

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Benoît Hamon : «François Hollande va perdre la primaire»



Benoît Hamon.

LE SCAN POLITIQUE - Le candidat refuse d'envisager un ticket avec Arnaud Montebourg et défend ses propositions.

Gonflé à bloc. De retour d'une tournée aux États-Unis, au cours de laquelle il a rencontré l'ex-candidat à la Maison-Blanche Bernie Sanders, Benoît Hamon a trouvé son modèle. Le représentant de l'aile gauche des démocrates avait bousculé la primaire et marqué les esprits par son intransigeance vis-à-vis de Hillary Clinton. Le candidat à la primaire de la gauche, invité dimanche du «Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro», s'y retrouve. Lui qui critique à la fois l'«échec économique et social» du quinquennat de François Hollande et la «trumpisation» de la campagne de Nicolas Sarkozy estime avoir sa voix au chapitre et compte aller jusqu'au bout.

«Il y aura un bulletin de vote Hamon au premier tour de la primaire», jure-t-il. Le député des Yvelines est crédité de 12 % des suffrages dans le sondage Harris Interactive publié jeudi, contre 20 % pour Arnaud Montebourg et 24 % pour François Hollande. Mais il entend l'emporter. «C'est pour ça que je suis candidat, c'est pour gagner...», assure l'ancien ministre, qui prédit que François Hollande «va perdre la primaire». «Il y a une vraie lacune dans sa démarche: il n'y a aucun examen de conscience», reproche-t-il à l'égard du chef de l'État, qui n'a toujours pas digéré l'épisode

de la loi travail, dont il promet l'abrogation en cas de victoire.

Son idée phare, le revenu universel

La confiance affichée de Benoît Hamon constitue également un message à destination d'Arnaud Montebourg, qui lui a tendu à la main à plusieurs reprises. Pas de ticket prévu entre les deux hérauts de la fronde, donc. Même si Benoît Hamon est à la peine lorsqu'il s'agit d'expliquer ce qui le distingue de son ancien collègue au gouvernement. «Ce que je souhaite, c'est que ces sujets sociaux soient remis au cœur du débat politique (...). Je mets en débat des solutions que personne ne propose comme le revenu universel», assure-t-il.

Qu'importe si Arnaud Montebourg y consacrait un chapitre de son Antimanuel de politique, publié en 2012, ou que l'idée d'un revenu de base soit désormais reprise aussi bien chez les écologistes que du côté de Marine Le Pen... Benoît Hamon veut en faire l'axe fort de sa campagne. Le concept: «Toute personne, riche ou pauvre, dès lors qu'elle est majeure, perçoit un revenu» qui ne pourrait pas être en deçà du RSA, soit 535 euros. Avec un objectif de 1 000 euros mensuels, la mesure coûterait 300 milliards d'euros par an. Comment la financer? «Par la lutte contre l'évasion fiscale, la suppression des niches fiscales

ou individualisation de l'impôt sur le revenu...», répond Benoît Hamon. L'ancien ministre préconise surtout de s'affranchir des 3 % de déficit imposés par Bruxelles, «un critère qui n'a eu pour conséquence que d'augmenter la pauvreté en Europe», prétend-il.

Avec cette proposition, comme avec celle de réduire le temps de travail à 32 heures hebdomadaires, Benoît Hamon veut s'adresser aux «invisibles» qui n'ont «plus de voix» après cinq années de présidence socialiste. «Je considère que sur la promesse essentielle qui est celle de la gauche d'améliorer les conditions d'existence des Français, nous n'y sommes pas parvenus», tranche-t-il.



Jim Jarrassé auteur

LE FIGARO · fr

VIII) Cher Parti Socialiste, voici pourquoi je ne voterai plus pour toi



Marie C.
Enseignante et auteure du Blog de Madame
Sourire

Cher Parti Socialiste, et tout autre parti qui s'en rapproche,

Je voulais t'écrire cette lettre de rupture depuis maintenant plusieurs mois, mais je crois que le temps est venu.

Cher Parti Socialiste, je ne voterai plus pour toi.

Pendant longtemps, j'ai beaucoup cru en toi, comme ma grand-mère et mon père, on était fiers de dire "Dans la famille, on vote socialiste depuis trois générations". Je revois mon père me parler de l'arrivée de Mitterrand et des fêtes autour du bi-centenaire de la Révolution française. Je me

souviens de mon père me racontant pourquoi je devais voter socialiste, même si il m'a toujours laissée faire ce qui me plaisait.

Moi, j'étais une fille PS, une fille de gauche, une fille de la gauche réformatrice, une fille du compromis. Celle qui pense que l'humain est plus important que les profits, mais qu'il ne faut pas non plus renoncer à l'économie.

J'étais ce genre de fille qui se battait pour ses convictions, j'aurais pu prendre ma carte au PS, si je n'avais pas rencontré des militants un peu concrets trop proches de toi. Je n'ai jamais été adhérente, mais j'étais fidèle, comme on peut être fidèle à un parti politique. Avec des contrariétés, avec de l'euphorie et avec beaucoup de gesticulations.

J'avais décidé de taire mon désamour pour toi, Parti Socialiste, mais comme tu tournes à l'envers, je pense qu'il va falloir mettre les pieds dans le plat.

Il y a eu les quinze mille polémiques, ceux qui ont caché de l'argent, qui accusent les morts, ceux qui ont des phobies administratives, ceux qui ont fait semblant de partir pour revenir, il y a ceux qui disent qu'ils ne sont plus socialiste, mais qui sont encore au gouvernement et ceux qui font passer des lois qui détruisent largement les acquis des travailleurs.

Alors, ouais, j'ai décidé qu'il était temps d'ouvrir un peu mon cœur et mes opinions, parce que. Parce que.

J'ai voté François Hollande en 2012. Aux deux tours.

Je ne me suis même pas posé la question de savoir si c'était le bon vote: j'ai voté en te faisant confiance.

Je suis allée à son meeting à Toulouse. J'ai donné mon espoir sur la jeunesse et sur l'éducation.

J'ai bu du champagne avec mes copains sur la place du Capitole, à Toulouse, pour fêter cela avec des syndicalistes, avec des jeunes de toutes origines.

Avec les copains, on avait même organisé des soirées où on attendait les résultats. On était une dizaine, on frémissait, on se faisait des blagues et on attendait fébriles de savoir que l'ancien président dégage.

On était contents. On n'allait plus entendre des polémiques sur le voile, sur l'islam, sur les pauvres, sur les assistés, sur l'Afrique qui n'a pas d'histoire, sur les immigrés. On allait se sentir compris, c'était certain.

Je n'habitais pas encore la Seine Saint Denis, je n'y travaillais pas non plus. J'étais étudiante, j'attendais beaucoup sur l'éducation, beaucoup sur la santé. Je n'avais pas encore mes idées radicales sur la finance et le patriarcat. J'étais la meuf des compromis, dans le dialogue social, le dialogue tout court. T'aurais pu me classer au centre gauche. Et je votais socialiste à toutes les élections.

C'est loin tout cela.

Et puis. Il y a eu ces quatre années. Ces quatre années de merde.

On pourra dire une chose: je crois que j'ai une gueule de bois d'enfer depuis quatre ans. Et tu sais quoi? Je ne suis pas la seule.

J'ai appris ce qu'était la politique. J'ai compris pourquoi les gens étaient désabusés, pourquoi ils se moquaient de moi et de mes envolées lyriques. J'ai compris que la politique, c'était avant tout des hommes qui défendaient des intérêts qui n'étaient pas les miens.

Alors oui, il y a eu le terrorisme. On ne va pas revenir là-dessus. Tu sais combien cela m'a touchée. Je pense ne pas avoir besoin de me justifier là-dessus.

Il y a eu le terrorisme, et pis il y a eu toutes les petites phrases, avec des polémiques grandes et petites. Il y a eu les désillusions, les envies d'arrêter de voter, les envies de dire "stop", les envies de mettre un coup de pied dans la fourmilière.

On a arrêté d'en parler avec les copains, j'ai continué à ruminer, j'ai continué à me dire que notre monde marchait sur la tête. Et j'essaye de rester polie quand je dis cela, parce que les mots pourraient largement dépasser ma pensée.

Tous les jours, je regarde comme un pantin l'actualité de notre pays, et je me demande si je ne me suis pas trompée de planète. Loin de moi l'idée de dire qu'ils sont tous pourris, ou que rien ne mérite débat, mais j'avais quand même un peu plus d'ambition pour mon pays. Bizarrement, je suis un pur produit de la République: j'ai voté avec allégresse en 2005, j'ai suivi un cursus tout ce

qu'il y a de plus classique et j'ai tenté toujours d'être droite dans mes convictions. Je t'ai été fidèle. Jusqu'au bout. Jusqu'à te remettre au pouvoir en 2012.

Mais là, je n'en peux plus.

Je me demande comment on peut être autant prise pour une conne par les politiques. Sincèrement.

Toute la journée, je lis les frasques de tes membres, je lis le procès d'un ancien ministre, je lis les propos d'un premier ministre qui a confondu sa droite et sa gauche, je regarde les concurrents se tirer dans les pattes. Comme vous êtes ridicules à vouloir le pouvoir. Comme tu es ridicule de penser que je vais revoter pour toi, avec une primaire ou pas, avec des candidats dissidents ou pas. Ces candidats ridicules qui ont un melon plus gros que leurs programmes.

Il est où le temps où je vibraï pour la politique? Il est où le temps où je me sentais un minimum comprise?

Cher Parti Socialiste, si tu ne te souviens pas bien, je peux te raconter mon quotidien d'habitante du 93.

Tous les jours, je galère pour prendre les transports communs, dont le forfait a augmenté au passage depuis que la droite est repassée en Île de France. Parfois je rencontre des gens dans une misère sociale que tu ne t'imagines même pas, toi, dans ta rue de Solférino. Il y a des gens qui viennent de pays en guerre et qui mettent leurs enfants dans nos collèges pour qu'ils apprennent le français, parce que la France, pour eux, c'est le pays des droits de l'Homme. Souvent je rencontre des élèves qui se font contrôler, pour rien, parce qu'ils mangeait un kebab sur un banc et qu'ils étaient noirs. Je vois des insultes racistes sur les murs, sur Twitter, j'en entends dans le bus, à la table de tonton Roger et de la part de la mamie du 4ème. Quand une élève me demande si elle a les mêmes chances que tout le monde parce que sa peau est noire et qu'elle habite Saint-Denis, j'ai dû mal à répondre "Oui", parce que figure toi, que non, elle n'a pas les mêmes chances.

Je vois des femmes voilées qui sont étonnées que je leur sourie, j'ai des mamans qui s'excusent de porter le voile. Je côtoie des enfants qui n'ont rien, qui mettent le même t-shirt pendant trois jours, parce qu'en fait ils dorment dans une voiture. Je vois des cours surchargés, des profs fatigués, des profs absents en primaire parce qu'ils ont trop

d'élèves. Je vois des amis au bord du burn-out, trop pris dans leur travail, qu'ils sont heureux d'avoir par rapport à tous les autres qui n'en ont pas.

Je ne te parle pas de santé: on galère tellement pour trouver un généraliste dans le 93, qu'on a gardé le nôtre à Paris. Je ne te parle pas des médecins qui refusent de prendre le CMU ou des pharmaciens qui ont décidé de mettre une clause de conscience pour arrêter de distribuer la pilule du lendemain.

Je ne te parle pas des gens qui ont décidé que l'IVG était un confort pour la femme, des mecs qui contrôlent les paroles et les actes des femmes et qui émettent un avis sur les agressions sexuelles ("jupe trop courte, elle l'a allumé"). Ah, au fait, tu n'as pas remarqué que t'avais presque pas de femmes aux responsabilités? Que pour la diversité on repassera aussi. Faudrait peut-être s'interroger sur tes idées, qui ne recrutent au passage que des hommes blancs de plus de 50 ans. D'ailleurs, j'ai trouvé ton dernier fan, mon père. Je ne te dis pas la déception.

Parlons un peu du travail si tu le souhaites. Si moi je ne suis pas à plaindre, je te rappelle juste que des millions de personnes galèrent chaque mois pour se nourrir et que t'as encore fait un cadeau fiscal aux grosses entreprises en pensant qu'on allait réussir à relancer l'économie comme cela. T'as oublié au passage les petites entreprises, qui elles, ont toujours des impôts et qui galèrent sévère! Ah oui et pendant que j'y pense, est-ce que tu peux arrêter les polémiques sur les gamins de banlieues? Juste comme ça au passage. Arrête de stigmatiser une partie de la population pour récupérer tous les déçus de TA politique.

Si j'étais toute seule à penser cela, je m'inquièterais pas pour les prochaines élections. Je pense même que j'aurais assumé de ne pas voter. Bah ouais, parce que bon, là, tu ne me fais pas rêver.

Mais le problème, cher Parti Socialiste, c'est qu'autour de moi on est dix, vingt, trente... Que tout le monde se pose la question, que tout le monde se demande bien comment on va faire face aux choix que tu nous laisses. Il est vrai qu'en fait, ce n'est pas un choix. Tu nous mets au pied du mur et tu attends en pensant qu'on va serrer les fesses, et qu'on va avoir trop peur du FN pour le faire.

Mais je te le dis, et je pense que je ne suis pas la

seule:

Cher Parti Socialiste, je n'écris plus ton nom, je ne voterai plus pour toi. Et je te laisse avec tous tes mecs décomplexés.

Je vais partir, je ne serais pas responsable de la montée du FN, je ne vote pas FN. Arrête de me dire que c'est de ma faute si les français votent FN. Les seuls responsables, c'est toi et toi seul. Toi et toute la classe politique.

Prends tes responsabilités. Vu le nombre de couilles qu'il y a dans ton parti, pour une fois, prends-les et assume. Propose un vrai débat de fond sur le social et l'éducation. N'assume pas le gouvernement et le Président, refais-toi une peau neuve, prends des jeunes, des femmes, de la diversité, merde quoi!

Et peut-être qu'un jour, on pourra en reparler.

Mais je te le dis, cher Parti Socialiste, t'es mal barré.

huffingtonpost.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse
de souhaiter un joyeux anniversaire à
votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com